



**PRÉFET  
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

Décision n° 04-2023-06-19-00002

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement  
concernant la société JINWANG EUROPE à LA-VOULTE-SUR-RHÔNE**

**Le Préfet de l'Ardèche  
Chevalier de la légion d'honneur**

**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.171-1 ;

**VU** le décret NOR INTA2100151D du 6 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Thierry DEVIMEUX en qualité de préfet de l'Ardèche ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment son article 49 applicable à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation qui dispose que : « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2022-08-22-00002 du 22 août 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle ARRIGHI, secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 modifié, autorisant Pharmacie Centrale de France à exploiter une unité de fabrication de composés métalliques sur la commune de La Voulte-sur-Rhône qui dispose notamment que :

- article 5.8.2.1 : « Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement visés par le paragraphe 5.8.1 seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés. »

- article 5.8.2.2 : « Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres mais non repris dans la liste prévue au paragraphe 5.8.1 devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,

- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés.

Pour le stockage de lubrifiant ou de produit non inflammable en récipient de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, ce volume utile peut être réduit à 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieur à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres).

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.»

- article 5.8.2.3 : « Les capacités de rétention et le réseau de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu naturel. » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014136-0018 du 16 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 relatif à la mise à jour de la situation administrative de la société JINWANG EUROPE et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé PRICAE-PRC-23-016, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 18 avril 2023, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 24 mars 2023, l'inspectrice de l'environnement a constaté les faits suivants :

- rétention commune à des produits incompatibles dans le magasin ;
- absence de garantie d'un écoulement vers la rétention « piscine » en cas d'incendie dans le magasin ;
- absence de rétentions pour les cuves de soude et les aires de chargement AD1 et AD2 ;
- absence d'étanchéité pour l'aire de déchargement AD2 ;
- état des stocks incomplet.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5.8.2.1., 5.8.2.2. et 5.8.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 modifié en ce qui concerne les rétentions, et à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 pour l'état des stocks ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de rétentions et d'étanchéité d'une part, et l'absence de confinement des eaux d'extinction d'incendie du magasin d'autre part, sont susceptibles d'engendrer une pollution des sols, des eaux souterraines et des rejets du site en cas d'épandage accidentel ou d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent également une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où un état des stocks incomplet pourrait engendrer une mauvaise évaluation de la stratégie d'intervention et des moyens en œuvre sur site et hors site ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société JINWANG EUROPE de respecter les prescriptions des articles 5.8.2.1., 5.8.2.2. et 5.8.2.3. de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 modifié et de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche :

**DÉCIDE**

## Article 1 : Capacités de rétention

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.8.2.1., 5.8.2.2. et 5.8.2.3. de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 modifié, en s'assurant, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- de disposer de capacités de rétention adaptées en volume disponible en cas d'épandage dans le **magasin**, qui ne soient pas communes à des produits incompatibles : **dans un délai de 6 mois ;**
- de disposer de capacités de rétention adaptées en volume disponible en cas d'épandage sur les aires de dépotages AD1 et AD2 : **dans un délai de 3 mois ;**
- de disposer d'une capacité de rétention étanche aux produits qui y sont manipulés pour l'aire de dépotage AD2 : **dans un délai de 3 mois ;**
- de disposer d'une capacité de rétention pour les cuves de soude : **dans un délai de 3 mois.**

## Article 2 : État des stocks

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en établissant un état complet des stocks des matières stockées, y compris les déchets, **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

## Article 3 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

## Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 5 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de LYON, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de LYON.

**Article 6 :**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Ardèche, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la commune de LA-VOULTE-SUR-RHÔNE, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Privas, le

**19 JUIN 2023**

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Isabelle ARRIGHI